rition ; c'est M. George Desbarats, qui a laissé un si bon souvenir parmi nous. Aussi est-ce avec infiniment de regret que nous avons appris que ce monsieur était victime pour le moment de son esprit d'entreprise et de ses vastes projets, car des hommes comme M. Desbarats sont une gloire pour leur nationalité,—et les canadiens d'Ottawa l'ont bien compris en l'élisant deux fois, il y a quelques années, président de notre société St. Jean-Baptiste,—comme un bienfait pour le pays auquel ils appartiennent.

Cet encouragement des lettres, Mesdames et Messieurs, peut se traduire sous toutes les formes et produirait des merveilles, si on le donnait d'une manière un peu systématique. Je ne suis pas de ceux qui, sans égard pour l'initiative privée, veulent voir tout mouvement important recevoir son impulsion de l'état ; mais je ne puis m'empêcher de dire que nos gouvernants pourraient faire plus pour aider au développement de la littérature nationale. Ils devraient d'autant plus tenir à encourager le talent de nos écrivains qu'ils ont à leur disposition des moyens faciles de leur donner une honorable protection.

Le rapport de l'instruction publique de 1872 pour la province de Québec constate, par exemple, que plus de 8000 livres français ont été donnés comme prix par les inspecteurs d'écoles, et ce nombre comprend à peine quelques centaines de livres canadiens. Au lieu d'acheter près de 3000 volumes de la Bibliothèque de l'Enfance, n'eut-il pas été plus sage, plus avantageux, plus patriotique, de favoriser de cette manière la circulation de nos bons ouvrages canadiens, qui encombrent trop souvent les tablettes de nos libraires ?

Nos colléges, nos couvents, et nos académies, qui donnent bien tous les ans de 10,000 à 15,000 volumes sous forme de prix, ne devraient-ils pas également choisir de préférence les livres canadiens ? Leurs élèves aimeront toujours mieux, j'en suis sûr, recevoir des ouvrages d'un intérêt immédiat, qui leur parleront des glorieux événements de notre histoire, de nos grands hommes, leurs meilleurs modèles, et de ces mille autres faits qui intéressent la nationalité canadienne. Toute la presse se déclarait il y a quelque temps en faveur de ce moyen si facile, si économique, d'encourager les lettres canadiennes, et le gouvernement qui l'adopterait d'une manière efficace, verrait le pays tout entier applaudir à cette bonne inspiration.

Une foule d'autres considérations sur les meilleurs moyens de développer les lettres canadiennes se pressent en ce moment à mon esprit, mais malgré leur importance et même leur actualité, le